

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 860

[C - 99/27232]

**25 FEVRIER 1999. — Décret relatif à la mise à disposition d'un minimum de puissance électrique et à la suspension de mise à disposition de gaz et de puissance électrique (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup> — *Définitions*

## Portée générale

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° consommateur : toute personne physique abonnée auprès du distributeur de gaz ou d'électricité;
- 2° logement : le bâtiment ou la partie de bâtiment structurellement destiné à l'habitation d'un ou de plusieurs ménages;
- 3° ménage : la personne seule ou plusieurs personnes unies ou non par des liens de parenté et qui vivent habituellement ensemble au sens de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;
- 4° distributeur : la régie communale ou l'intercommunale qui assure la distribution de gaz ou d'électricité à un ensemble d'abonnés, dans ses limites territoriales ou sur le territoire d'une commune avec laquelle elle a conclu une convention;
- 5° suspension : l'acte par lequel le distributeur suspend la mise à disposition de gaz ou de puissance électrique pour défaut de paiement du consommateur;
- 6° mise à disposition d'un minimum de puissance électrique : la mise à disposition, en tout état de cause et sans possibilité de suspension, d'un minimum de puissance électrique fixé à 6 ampères sous 1 x 230 volts;
- 7° limiteur de puissance : le disjoncteur de branchement qui détermine la puissance électrique mise à disposition d'une installation individuelle et qui coupe l'alimentation dès que la puissance appelée par l'installation dépasse 6 ampères sous 1 x 230 volts;
- 8° compteur à budget : le compteur pourvu d'un équipement électronique autorisant l'utilisation d'une quantité déterminée de gaz ou d'électricité, activé par un dispositif que détient le consommateur et qui contient des informations utiles au fonctionnement du compteur, au relevé et à la gestion des consommations;
- 9° commission : la commission locale d'avis de suspension de mise à disposition de puissance électrique ou de gaz;
- 10° médiateurs de dettes : les institutions agréées en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;
- 11° branchement : l'équipement installé depuis le réseau de distribution d'électricité ou de gaz jusque et y compris le groupe de comptage pour alimenter l'installation de l'abonné.

**Art. 2.** Le présent décret s'applique à la distribution :

- 1° d'électricité dont la tension nominale est inférieure à 70.000 volts et qui est destinée aux usages domestiques;
- 2° de gaz pour des usages domestiques.

CHAPITRE II. — *Placement du limiteur de puissance et du compteur à budget*

**Art. 3.** Tout consommateur d'électricité a droit au placement d'un limiteur de puissance ou d'un compteur à budget conforme aux prescriptions techniques belges.

Tout consommateur de gaz a droit au placement d'un compteur à budget conforme aux prescriptions techniques belges.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Un compteur à budget ou un limiteur de puissance est placé à la demande de tout consommateur adressée par écrit au distributeur d'électricité.

Un compteur à budget est placé à la demande de tout consommateur ou adressée par écrit au distributeur de gaz.

La demande de retrait s'effectue dans les mêmes conditions.

§ 2. La demande de placement ou de retrait fait l'objet d'un accusé de réception du distributeur daté du jour de sa réception.

§ 3. Le compteur à budget ou le limiteur de puissance est placé ou retiré dans les quinze jours de la date de l'accusé de réception du distributeur.

CHAPITRE III. — *Mise à disposition d'un minimum de puissance électrique garanti*

**Art. 5.** Le distributeur d'électricité garantit, en tout état de cause et sans possibilité de suspension, la mise à disposition d'un minimum de puissance électrique fixé à 6 ampères sous 1 x 230 volts, aux catégories de consommateurs suivantes :

1° tout consommateur qui bénéficie du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

2° tout consommateur dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant bénéficie du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

3° tout consommateur qui bénéficie ou dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant bénéficie d'une décision d'octroi :

a. du revenu garanti aux personnes âgées, en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées;

b. d'une allocation de remplacement de revenus, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c. d'une allocation d'intégration, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, en tant que handicapé appartenant aux catégories II, III ou IV définies par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration;

d. d'une allocation d'aide aux personnes âgées, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

e. d'une allocation de handicapé à la suite d'une incapacité permanente de travail ou d'une invalidité d'au moins 65 %, en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocation aux handicapés, dans les limites fixées par l'article 28 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

f. d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne, en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés dans les limites fixées par l'article 28 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

4° tout consommateur qui bénéficie d'une avance sur une prestation visée aux 1°, 2° et 3° qui lui est accordée par le Centre public d'aide sociale;

5° tout consommateur qui bénéficie d'une décision de guidance éducative de nature financière prise par un centre public d'aide sociale ou faisant l'objet d'un suivi assuré par un médiateur de dettes tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 10°;

6° tout consommateur qui perçoit un secours partiellement ou totalement pris en charge par l'Etat fédéral sur base des articles 4 et 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La mise à disposition de puissance électrique s'effectue au moyen d'un compteur à budget ou, à défaut, d'un limiteur de puissance.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le limiteur de puissance non couplé à un compteur à budget n'est plus autorisé.

§ 2. Le distributeur prend en charge les frais de mise à disposition, placement et enlèvement du limiteur de puissance ou du compteur à budget.

Le paiement des consommations d'énergie reste dû par le consommateur.

**Art. 7.** La mise à disposition d'un minimum de puissance électrique est accordée par branchement au réseau de distribution.

En cas d'alimentation de plusieurs ménages à partir d'un seul branchement, la mise à disposition minimale est accordée par système de comptage du distributeur alimentant uniquement le logement du consommateur bénéficiaire du présent décret.

**Art. 8.** La mise à disposition d'un minimum de puissance électrique, et ce, sans suspension, est accordée aux consommateurs visés à l'article 5, à leur demande adressée par écrit au distributeur d'électricité.

La demande écrite fait l'objet d'un accusé de réception par le distributeur d'électricité daté du jour de sa réception.

La mise à disposition d'un minimum de puissance électrique est octroyée au plus tard quinze jours après la date de l'accusé de réception du distributeur.

Sauf avis contraire du consommateur, le distributeur d'électricité est tenu de fournir au centre public d'aide sociale la liste des consommateurs bénéficiant d'une puissance minimale garantie d'électricité.

Le distributeur d'électricité est tenu au respect du caractère confidentiel des renseignements fournis à l'occasion de la demande.

**Art. 9.** Les articles 5 à 8 ne sont pas applicables aux secondes résidences ni aux parties communes des immeubles.

CHAPITRE IV. — *Commission locale d'avis de suspension de mise à disposition de gaz et de puissance électrique*

**Art. 10.** Dans chaque commune, il est constitué, à l'initiative du président du conseil de l'aide sociale, au moins une commission locale d'avis de suspension de mise à disposition de puissance électrique et de gaz.

Elle est compétente en ce qui concerne toute suspension de mise à disposition de puissance électrique et de gaz.

Toute suspension ne peut intervenir que sur avis favorable de la commission.

**Art. 11.** La commission est composée de six membres répartis comme suit :

1° trois représentants et leurs suppléants désignés par le conseil de l'aide sociale conformément à l'article 27, § 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

2° trois représentants et leurs suppléants désignés par le distributeur d'électricité ou de gaz.

Le président de la commission est désigné par le conseil de l'aide sociale parmi ses représentants.

Le secrétariat est assuré par un assistant social désigné par le conseil de l'aide sociale.

**Art. 12.** Lorsque le distributeur entame une procédure de suspension, il en avertit, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, le consommateur concerné. La suspension annoncée intervient au plus tôt le trentième jour calendrier suivant l'envoi de cette lettre.

Sauf avis contraire du consommateur, le distributeur d'électricité ou de gaz avertit de sa décision le secrétariat de la commission dans les huit jours calendrier de l'envoi de la lettre recommandée au consommateur.

La commission statue dans les vingt jours calendrier de sa saisine.

Le consommateur qui fait l'objet d'une telle procédure de suspension de mise à disposition de puissance électrique ou de gaz est convoqué par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les trois jours de la saisine de la commission.

Le consommateur peut se faire assister ou représenter.

A défaut d'avis rendu dans ces délais, l'avis est réputé favorable à la suspension.

**Art. 13.** Pour statuer, la commission doit être composée d'au moins un tiers des membres de chaque délégation reprise à l'article 11, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

La commission statue à la majorité de ses membres. En cas de parité des voix, la voix du président ou de son suppléant est prépondérante.

La commission délibère à huis clos.

Le procès-verbal est approuvé en fin de séance.

La décision de la commission est notifiée au consommateur et au distributeur dans les cinq jours ouvrables.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la commission.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'avis favorable à la suspension de mise à disposition de puissance électrique ou de gaz, notification de la décision de la commission est adressée au consommateur par lettre recommandée à la poste.

A la demande écrite de tout consommateur auprès de la commission, cette décision est révisée après règlement de la moitié de sa dette à l'égard du distributeur.

§ 2. En cas d'avis défavorable à la suspension, la commission propose au consommateur un plan de paiement assorti, s'il échet, du placement d'un limiteur de puissance ou d'un compteur à budget.

Si le consommateur refuse ce plan, la suspension est exécutoire.

Lorsque le consommateur ne respecte pas le plan de paiement qu'il avait accepté, le distributeur de gaz ou d'électricité adresse une mise en demeure par lettre recommandée à la poste. La suspension est opérée le quinzième jour suivant la date d'envoi de la lettre recommandée, sauf si, entre-temps, le consommateur défaillant respecte ses engagements.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Aucune suspension de mise à disposition de puissance électrique ou de gaz n'est opérée entre le 15 décembre et le 15 février dans tout logement occupé au titre de résidence principale.

En fonction des conditions climatiques hivernales particulières, le Gouvernement peut modifier cette période.

§ 2. La puissance électrique et de gaz consommée pendant la période où toute suspension de fourniture est interdite, reste à charge du consommateur.

Au cas où le consommateur concerné bénéficierait d'une action de guidance spécifique, celle-ci ne sera pas interrompue pendant la période susmentionnée.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

**Art. 16.** Toute suspension de la mise à disposition de gaz ou de puissance électrique réalisée en violation des prescriptions du présent décret ou de ses arrêtés d'application oblige le distributeur de gaz ou d'électricité au paiement au consommateur d'une indemnité forfaitaire journalière jusqu'au rétablissement de l'alimentation en énergie.

Le montant de l'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est fixé à 5.000 francs.

Le Gouvernement peut revoir ce montant tous les cinq ans, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Le consommateur garde la faculté de réclamer au distributeur la réparation du préjudice réellement subi en sus de l'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 17.** Toutes les prescriptions contenues actuellement dans les règlements pour le branchement, la mise à disposition et le prélèvement d'électricité en basse tension ou de gaz en distribution ou dans les règlements concernant les mesures sociales pour les abonnés à l'électricité ou au gaz à usage domestique, appliquées par les distributeurs qui entreraient en contradiction avec les dispositions prévues au présent décret, sont réputées non écrites.

**Art. 18.** Le Gouvernement détermine les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application qui doivent figurer dans le document précisant les conditions générales de mise à disposition de puissance électrique en basse tension ainsi que dans chaque document de paiement.

Le Gouvernement détermine les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application qui doivent figurer dans le document précisant les conditions générales de mise à disposition de gaz ainsi que dans chaque document de paiement.

**Art. 19.** Le décret du 4 juillet 1985 relatif à la fourniture d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques et le décret du 21 février 1991 portant création de commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité sont abrogés.

**Art. 20.** L'arrêté de l'Exécutif du 16 septembre 1985 déterminant les catégories de bénéficiaires d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques est abrogé.

**Art. 21.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Session 1998-1999*

*Documents du Conseil.* — 396 (1997-1998) n<sup>os</sup> 1 à 19.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 24 février 1999. Discussion. Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 860

[C - 99/27232]

**25. FEBRUAR 1999 — Dekret über die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung und über die Einstellung der Bereitstellung von Gas und elektrischer Leistung (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

Allgemeiner Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

- 1° Verbraucher: jede natürliche Person, die bei einem Gas- oder Elektrizitätsverteiler abonniert ist;
- 2° Wohnung: das Gebäude oder der Gebäudeteil, das bzw. der aufgrund seiner Struktur dazu bestimmt ist, durch einen oder mehrere Haushalte bewohnt zu werden;
- 3° Haushalt: die alleinstehende Person oder mehrere Personen, die miteinander verwandt sind oder nicht, und die im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen, gewöhnlich zusammen wohnen;
- 4° Verteiler: die Gemeinderegion oder die Interkommunale, die innerhalb ihrer territorialen Grenzen oder auf dem Gebiet einer Gemeinde, mit der sie ein Abkommen abgeschlossen hat, die Versorgung mit Gas oder Elektrizität an alle ihre Abonnenten gewährleistet;
- 5° Einstellung: Handlung, durch die der Verteiler die Bereitstellung von Gas oder elektrischer Leistung wegen Nichtzahlung des Verbrauchers einstellt;
- 6° Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung: die Bereitstellung, unter allen Umständen und ohne daß die Möglichkeit einer Einstellung besteht, eines Minimums an elektrischer Leistung, das auf 6 Ampere unter 1 x 230 Volt festgelegt ist;
- 7° Leistungsbegrenzer: der Anschlußschalter, der die einer privaten Anlage bereitgestellte elektrische Leistung bestimmt und die Zufuhr unterbricht, sobald die angeforderte Leistung 6 Ampere unter 1 x 230 Volt übersteigt;
- 8° Budgetzähler: der Zähler, der mit einer elektronischen Vorrichtung ausgerüstet ist, die den Verbrauch einer bestimmten Menge Gas oder Elektrizität zuläßt und die durch eine Vorrichtung aktiviert wird, die der Verbraucher besitzt und die Angaben beinhaltet, die für den Betrieb des Zählers, die Erfassung sowie die Verwaltung des Verbrauchs nützlich sind;
- 9° Kommission: lokale Kommission für die Begutachtung der Einstellung der Bereitstellung von Gas oder elektrischer Leistung;
- 10° Schuldenvermittler: die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 über die Zulassung von auf dem Gebiet der Schuldenvermittlung tätigen Einrichtungen und von den in Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches angeführten Schuldenvermittler, anerkannten Einrichtungen;
- 11° Anschluß: die ab dem Gas- oder Elektrizitätsnetz bis zum Zähler einschließlich angeschlossene Vorrichtung, durch welche die Anlage des Abonnenten mit Gas oder Elektrizität versorgt wird.

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret ist anwendbar auf die Versorgung mit:

1° Elektrizität mit einer Nennspannung von weniger als 70.000 Volt, die für den häuslichen Gebrauch bestimmt ist;

2° Gas für den häuslichen Gebrauch.

#### KAPITEL II — Anbringen des Leistungsbegrenzers und des Budgetzählers

**Art. 3** - Jeder Stromverbraucher hat ein Recht auf das Anbringen eines Leistungsbegrenzers oder eines Budgetzählers, der den belgischen technischen Vorschriften entspricht. Jeder Gasverbraucher hat ein Recht auf das Anbringen eines Budgetzählers, der den belgischen technischen Vorschriften entspricht.

**Art. 4** - § 1. Nach einer schriftlichen Anfrage, die der Verbraucher an den Elektrizitätsverteiler richtet, wird ein Budgetzähler oder ein Leistungsbegrenzer angebracht.

Nach einer schriftlichen Anfrage, die der Verbraucher an den Gasverteiler richtet, wird ein Budgetzähler angebracht.

Die Anfrage für das Entfernen dieser Ausrüstungen erfolgt unter den gleichen Bedingungen.

§ 2. Der Antrag über das Anbringen oder das Entfernen ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung des Verteilers, die am Tag seines Eingangs datiert wird.

§ 3. Der Budgetzähler oder der Leistungsbegrenzer wird innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Verteilers angebracht oder entfernt.

#### KAPITEL III — Bereitstellung eines garantierten Minimums an elektrischer Leistung

**Art. 5** - Der Elektrizitätsverteiler garantiert unter allen Umständen und ohne, daß die Möglichkeit einer Einstellung besteht, die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung, das auf 6 Ampere unter 1 x 230 Volt festgelegt ist, zugunsten der nachfolgenden Verbraucherkategorien:

1° jeder Verbraucher, der das Existenzminimum gemäß dem Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bezieht;

2° jeder Verbraucher, dessen mit ihm zusammenlebender Verwandter in aufsteigender oder absteigender Linie oder Mitbewohner das Existenzminimum gemäß dem Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bezieht;

3° jeder Verbraucher, der in den Genuß einer Entscheidung gelangt ist, oder dessen mit ihm zusammenlebender Verwandter in aufsteigender oder absteigender Linie oder Mitbewohner in den Genuß einer Entscheidung gelangt ist, durch die er Folgendes bezieht:

a. das den betagten Personen gemäß dem Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte garantierte Mindesteinkommen;

b. eine gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen Einkommensausgleichsbeihilfe;

c. eine Eingliederungsbeihilfe für die Behinderten, die den in dem Ministerialerlaß vom 30. Juli 1987 zur Festlegung der Kategorien und der Leitlinien für die Bewertung des Autonomiegrades hinsichtlich der Überprüfung des Anrechts auf die Eingliederungsbeihilfe festgelegten Kategorien II, III und IV angehören, gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

d. eine Beihilfe zur Unterstützung von Betagten gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

e. eine Behindertenbeihilfe, im Anschluß an eine dauernde Arbeitsunfähigkeit oder Invalidität von wenigstens 65 %, gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen in den durch Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen festgelegten Grenzen;

f. eine Beihilfe für die Hilfe einer Drittperson gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen in den durch Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen festgelegten Grenzen;

4° jeder Verbraucher, der in den Genuß eines durch das Öffentliche Sozialhilfezentrum gewährten Vorschusses für eine unter Punkt 1°, 2° und 3° angeführte Leistung gelangt;

5° jeder Verbraucher, für den ein Öffentliches Sozialhilfezentrum eine erzieherische Leitmaßnahme finanzieller Art trifft, oder der Gegenstand einer Betreuung durch einen Schuldenvermittler ist, so wie er in Artikel 1, 10° definiert ist;

6° jeder Verbraucher, der eine Unterstützung bezieht, die teilweise oder vollständig durch den Föderalstaat getragen wird, auf der Grundlage der Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 2. April 1965 über die Finanzierung von Unterstützungen, die von den Öffentlichen Sozialhilfezentren gewährt werden.

**Art. 6** - § 1. Die Bereitstellung von elektrischer Leistung geschieht über einen Budgetzähler oder, falls ein derartiger Zähler nicht vorhanden ist, über einen Leistungsbegrenzer.

Ab dem 1. Januar 2001 ist es untersagt, einen Leistungsbegrenzer zu benutzen, der nicht an einen Budgetzähler angeschlossen ist.

§ 2. Der Verteiler übernimmt die Kosten für die Bereitstellung, das Anbringen und die Entfernung des Leistungsbegrenzers oder des Budgetzählers.

Der Stromverbrauch geht zu Lasten des Verbrauchers.

**Art. 7** - Die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung wird pro Anschluß an das Verteilernetz gewährt.

Im Falle einer Versorgung von mehreren Haushalten durch einen einzigen Anschluß, wird das Minimum an elektrischer Leistung durch ein Zählersystem des Verteilers gewährleistet, durch das nur die Wohnung des Verbrauchers, der in den Genuß des vorliegenden Dekrets gelangt, mit Elektrizität versorgt wird.

**Art. 8** - Die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung ohne Möglichkeit der Einstellung wird den in Artikel 5 angeführten Verbrauchern gewährt, die einen diesbezüglichen schriftlichen Antrag an den Elektrizitätsverteiler richten.

Der schriftliche Antrag ist Gegenstand einer am Tag seines Eingangs datierten Empfangsbestätigung des Elektrizitätsverteilers.

Die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung wird spätestens fünfzehn Tage nach dem Datum der Empfangsbestätigung des Verteilers gewährleistet.

Unter Vorbehalt einer anderslautenden Mitteilung des Verbrauchers ist der Elektrizitätsverteiler verpflichtet, dem Öffentlichen Sozialhilfezentrum die Liste der Verbraucher zu übermitteln, denen ein Minimum an elektrischer Leistung gewährt wird.

Der Elektrizitätsverteiler ist verpflichtet, die in dem vorerwähnten Antrag gemachten Angaben vertraulich zu behandeln.

**Art. 9** - Die Artikel 5 bis 8 sind nicht anwendbar auf Zweitwohnungen oder gemeinschaftliche Teile von Gebäuden.

#### KAPITEL IV — *Lokale Kommission für die Begutachtung der Einstellung der Bereitstellung von Gas und elektrischer Leistung*

**Art. 10** - In jeder Gemeinde wird auf Initiative des Vorsitzenden des Sozialhilferates mindestens eine lokale Kommission für die Begutachtung der Einstellung der Bereitstellung von Gas oder elektrischer Leistung gegründet.

Sie ist zuständig für alle Fragen auf dem Gebiet der Einstellung der Bereitstellung von Gas und elektrischer Leistung.

Jede Einstellung kann nur im Anschluß an ein günstiges Gutachten der Kommission durchgeführt werden.

**Art. 11** - Die Kommission besteht aus sechs Mitgliedern und ist wie folgt aufgegliedert:

1° drei Vertreter und ihre Stellvertreter, die durch den Sozialhilferat gemäß Artikel 27, § 3 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren bezeichnet werden;

2° drei Vertreter und ihre Stellvertreter, die durch den Elektrizitäts- oder Gasverteiler bezeichnet werden.

Der Vorsitzende der Kommission wird durch den Sozialhilferat unter seinen Vertretern bezeichnet.

Die Sekretariatsführung wird durch einen Sozialassistenten gewährleistet, der durch den Sozialhilferat bezeichnet wird.

**Art. 12** - Wenn der Verteiler ein Verfahren zur Einstellung der Elektrizitätsversorgung einleitet, teilt er dies dem betreffenden Verbraucher durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Rückschein mit. Die angekündigte Einstellung erfolgt frühestens dreißig Kalendertage nach dem Datum des Poststempels dieses Schreibens.

Unter Vorbehalt einer anderslautenden Mitteilung des Verbrauchers informiert der Elektrizitäts- oder Gasverteiler das Sekretariat der Kommission innerhalb von acht Kalendertagen nach dem Versenden des Einschreibebriefes an den Verbraucher über seine Entscheidung.

Die Kommission beschließt innerhalb von zwanzig Kalendertagen, nachdem sie befaßt wurde.

Der Verbraucher, der Gegenstand eines derartigen Verfahrens zur Einstellung der Bereitstellung von elektrischer oder Gasleistung ist, wird durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Rückschein innerhalb von drei Tagen, nachdem die Kommission befaßt wurde, vorgeladen.

Der Verbraucher hat das Recht, auf einen Rechtsbeistand zurückzugreifen oder sich durch diesen vertreten zu lassen.

In Ermangelung eines innerhalb dieser Fristen erteilten Gutachtens, gilt die Einstellung als genehmigt.

**Art. 13** - Die Kommission ist beschlußfähig, wenn wenigstens ein Drittel der Mitglieder jeder der in Artikel 11, 1° und 2° angeführten Vertretungen anwesend sind.

Die Kommission beschließt durch die Mehrheit seiner Mitglieder. Im Falle einer Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder seines Vertreters ausschlaggebend.

Die Kommission berät unter Ausschluß der Öffentlichkeit.

Das Sitzungsprotokoll wird am Ende der Sitzung genehmigt.

Der Beschluß der Kommission wird dem Verbraucher und dem Verteiler innerhalb von fünf Arbeitstagen mitgeteilt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Arbeitsweise der Kommission fest.

**Art. 14** - § 1. Im Falle eines günstigen Gutachtens über die Einstellung der Bereitstellung von elektrischer oder Gasleistung wird der Beschluß der Kommission dem Verbraucher durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben mitgeteilt.

Auf eine schriftliche Anfrage jedes Verbrauchers bei der Kommission wird dieser Beschluß erneut überprüft, nachdem die Hälfte der gegenüber dem Verteiler bestehenden Schulden beglichen wurde.

§ 2. Im Falle eines ungünstigen Gutachtens über die Einstellung schlägt die Kommission dem Verbraucher einen Zahlungsplan vor, ggf. in Verbindung mit dem Anbringen eines Leistungsbegrenzers oder eines Budgetzählers.

Lehnt der Verbraucher diesen Plan ab, wird die Einstellung vollstreckt.

Mißachtet ein Verbraucher den Zahlungsplan, mit dem er sich einverstanden erklärt hatte, richtet der Gas- oder Elektrizitätsverteiler durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief eine Mahnung an diesen Verbraucher. Die Einstellung wird am fünfzehnten Tag nach dem Datum des Poststempels des Einschreibebriefes vollstreckt, es sei denn der säumige Verbraucher kommt zwischenzeitlich seinen Verpflichtungen nach.

**Art. 15** - § 1. Zwischen dem 15. Dezember und dem 15. Februar darf in keiner Wohnung, die als Hauptwohnsitz dient, die Bereitstellung von elektrischer oder Gasleistung eingestellt werden.

Unter Berücksichtigung besonderer winterlicher klimatischer Bedingungen ist die Regierung berechtigt, diesen Zeitraum abzuändern.

§ 2. Die während des Zeitraums, während dessen jede Einstellung von elektrischer oder Gasleistung untersagt ist, verbrauchte Menge Gas oder Elektrizität bleibt zu Lasten des Verbrauchers.

Wenn der betreffende Verbraucher Gegenstand einer spezifischen Leitmaßnahme ist, wird diese während des vorerwähnten Zeitraums nicht aufgehoben.

KAPITEL V — *Verschiedenes*

**Art. 16** - Jede Einstellung der Bereitstellung von Gas oder elektrischer Leistung, die in Übertretung der Vorschriften des vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungserlasse, durchgeführt wird, führt zu der Verpflichtung für den Gas- oder Elektrizitätsverteiler, dem Verbraucher eine zu einem pauschalen Tagessatz berechnete Entschädigung zu zahlen, bis die Versorgung mit Energie wieder hergestellt ist.

Der Betrag der in Absatz 1 angeführten Pauschale wird auf 5.000 BEF festgelegt.

Die Regierung kann diesen Betrag alle fünf Jahre unter Berücksichtigung des Indexes der Verbraucherpreise berichtigen.

Der Verbraucher behält sich die Möglichkeit vor, zusätzlich zu der in Absatz 1 angeführten Pauschale von dem Verteiler die Wiedergutmachung des tatsächlich erlittenen Schadens zu fordern.

**Art. 17** - Alle Auflagen, die derzeit in den Bestimmungen für den Anschluß, die Bereitstellung und die Entnahme von elektrischer Leistung mit Niederspannung oder Versorgungsgas oder in den Bestimmungen bezüglich sozialer Maßnahmen zugunsten der Abonnenten für Elektrizität oder Gas für den häuslichen Gebrauch enthalten sind und die von den Verteilergesellschaften angewandt werden, gelten als nicht schriftlich festgelegt, wenn sie gegen die in dem vorliegenden Dekret angeführten Bestimmungen verstoßen.

**Art. 18** - Die Regierung bestimmt, welche Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse in dem Schriftstück, das die allgemeinen Bedingungen für die Bereitstellung von elektrischer Leistung mit Niederspannung enthält, und in allen Zahlungsdokumenten angeführt werden müssen.

Die Regierung bestimmt, welche Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse in dem Schriftstück, das die allgemeinen Bedingungen für die Bereitstellung von Gas enthält, und in allen Zahlungsdokumenten angeführt werden müssen.

**Art. 19** - Das Dekret vom 4. Juli 1985 bezüglich der Bereitstellung eines Minimums an Stromzufuhr für den Hausgebrauch und das Dekret vom 21. Februar 1991 zur Errichtung von lokalen Gutachtenskommissionen über Gas- und Stromabspernung werden aufgehoben.

**Art. 20** - Der Erlaß der Exekutive vom 16. September 1985 zur Festlegung der Kategorien von Bezugsberechtigten für ein Minimum an Stromzufuhr für den Hausgebrauch wird aufgehoben.

**Art. 21** - Die Regierung legt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999*

*Dokumente des Rates* — 417 (1998-1999) Nrn. 1 bis 19

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — öffentliche Sitzung vom 24. Februar 1999 Diskussion. Abstimmung

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 860

[C - 99/27232]

**25 FEBRUARI 1999. — Decreet houdende terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen en opschorting van de terbeschikkingstelling van gas en elektrisch vermogen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Algemene draagwijdte

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° verbruiker : natuurlijke persoon die geabonneerd is bij een gas- of stroomverdelers;

2° woning : gebouw of gebouwgedeelte dat structureel bestemd is om bewoond te worden door één of verscheidene gezinnen;

3° gezin : alleenstaande persoon of verscheidene al dan niet aanverwante personen die doorgaans samenwonen in de zin van artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

4° verdeler : gemeentebedrijf dat of intercommunale die binnen de territoriale grenzen of op het grondgebied van de gemeente waarmee het/ze een overeenkomst heeft gesloten een groep abonnees van gas of stroom voorziet;

5° opschorting : handeling waardoor de verdeler de terbeschikkingstelling van gas of elektrisch vermogen opschort als de verbruiker niet betaalt;

6° terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen : terbeschikkingstelling, in ieder geval en zonder mogelijkheid tot opschorting, van een minimaal elektrisch vermogen van 6 ampères onder 1 x 230 volts;

7° vermogenbegrenzer : aansluitautomaat om het elektrisch vermogen te bepalen dat ter beschikking wordt gesteld van een individuele installatie en om de toevoer af te sluiten als het door de installatie opgevraagde vermogen hoger is dan 6 ampères onder 1 x 230 volts;

8° budgetmeter : meter voorzien van een elektronisch systeem dat het gebruik van een bepaalde gas- of stroomhoeveelheid toelaat; de meter wordt in dienst gesteld d.m.v. een voorziening waarover de verbruiker beschikt en die nuttige gegevens bevat i.v.m. de werking van de meter, de opmeting en het beheer van het verbruik;

9° commissie : plaatselijke adviescommissie voor de opschorting van de terbeschikkingstelling van elektrisch vermogen of gas;

10° schuldbemiddelaars : instellingen erkend overeenkomstig het decreet van 7 juli 1994 houdende erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling en de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

11° aansluiting : uitrusting voor gas- of stroomtoevoer naar de installatie van de abonnee, vanaf het distributienet tot en met de meetgroep.

**Art. 2.** Dit decreet is van toepassing op de distributie van :

1° stroom voor huishoudelijk gebruik waarvan de nominale spanning lager is dan 70 000 volts;

2° gas voor huishoudelijk gebruik.

#### HOOFDSTUK II. — *Plaatsing van een vermogenbegrenzer en een budgetmeter*

**Art. 3.** Elke stroomverbruiker heeft recht op de plaatsing van een vermogenbegrenzer of een budgetmeter die voldoet aan de Belgische technische normen.

Elke gasverbruiker heeft recht op de plaatsing van een budgetmeter die voldoet aan de Belgische technische normen.

**Art. 4.** § 1. De verbruiker moet de plaatsing van een vermogenbegrenzer of budgetmeter schriftelijk aanvragen bij de stroomverdelers.

De verbruiker moet de plaatsing van een budgetmeter schriftelijk aanvragen bij de gasverdelers.

De verwijdering van de toestellen moet eveneens schriftelijk worden aangevraagd.

§ 2. De aanvraag om plaatsing of verwijdering maakt het voorwerp uit van een gedateerd ontvangstbewijs van de verdeler.

§ 3. De budgetmeter of de vermogenbegrenzer wordt geplaatst of verwijderd binnen vijftien dagen na de dag waarop de verdeler ontvangst van de aanvraag heeft bericht.

#### HOOFDSTUK III. — *Terbeschikkingstelling van een gewaarborgd minimaal elektrisch vermogen*

**Art. 5.** De stroomverdelers waarborgt de onderstaande categorieën verbruikers, in ieder geval en zonder mogelijkheid tot opschorting, de terbeschikkingstelling van een gewaarborgd minimaal elektrisch vermogen van 6 ampères onder 1 x 230 volts :

1° de verbruiker die het bestaansminimum geniet krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum;

2° de verbruiker van wie een samenwonende aanverwante in opgaande lijn of nakomeling of de echtgeno(o)t(e) het bestaansminimum geniet krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum;

3° de verbruiker die of van wie een samenwonende aanverwante in opgaande lijn of nakomeling of de echtgeno(o)t(e) in aanmerking komt voor :

a. het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, krachtens

de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

b. een inkomensvervangende tegemoetkoming, krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c. een integratietegemoetkoming, krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, als gehandicapte ingedeeld bij de categorieën II, III en IV bedoeld in het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming;

d. een steuntegemoetkoming aan bejaarden, krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

e. een tegemoetkoming aan gehandicapten ten gevolge van een vaste arbeidsongeschiktheid of een invaliditeit van ten minste 65 %, krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan gehandicapten binnen de perken bepaald bij artikel 28 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

f. een tegemoetkoming voor de steun van een derde, krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan gehandicapten binnen de perken bepaald bij artikel 28 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

4° de verbruiker die een voorschot krijgt op een in 1°, 2° en 3° bedoelde dienstverstrekking van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;



5° de verbruiker aan wie een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een tegemoetkoming voor educatieve steun beslist te verlenen of die gevolgd wordt door een schuldbemiddelaar, zoals bedoeld in artikel 1, 10°;

6° de verbruiker aan wie steun wordt verleend die geheel of gedeeltelijk ten laste valt van de federale Staat overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 6.** § 1. Het elektrisch vermogen wordt ter beschikking gesteld door middel van een budgetmeter of, zoniet, van een vermogenbegrenzer.

Vanaf 1 januari 2001 moet de vermogenbegrenzer op een budgetmeter aangesloten zijn.

§ 2. De verdeler draagt de kosten voor de terbeschikkingstelling, de plaatsing of de verwijdering van de vermogenbegrenzer of de budgetmeter.

Het energieverbruik wordt door de verbruiker betaald.

**Art. 7.** De terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen wordt toegestaan door aansluiting op het distributienet.

Als verschillende gezinnen vanaf dezelfde aansluiting worden bevoorrad, wordt de minimale terbeschikkingstelling toegestaan door het meetsysteem van de verdeler dat enkel de woning bevoorradt van de verbruiker die onder dit decreet valt.

**Art. 8.** De terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen, zonder opschorting, wordt toegestaan aan de in artikel 5 bedoelde verbruikers op aan de stroomverdeler te richten schriftelijke aanvraag.

De stroomverdeler bericht ontvangst van de aanvraag en vermeldt de datum van ontvangst.

De terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen wordt toegestaan uiterlijk vijftien dagen na de dag waarop de verdeler ontvangst heeft bericht.

Behalve tegengesteld bericht van de verbruiker moet de stroomverdeler het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een lijst overleggen van de verbruikers die een gewaarborgd minimaal elektrisch vermogen genieten.

De stroomverdeler is gehouden tot inachtneming van het vertrouwelijke karakter van de bij de aanvraag gevoegde gegevens.

**Art. 9.** De artikelen 5 tot 9 zijn niet toepasselijk op tweede verblijfplaatsen en op gemeenschappelijke gebouwgedeelten.

#### *Hoofdstuk IV. — Plaatselijke adviescommissie voor de opschorting van de terbeschikkingstelling van gas en elektrisch vermogen*

**Art. 10.** Op initiatief van de voorzitter van de raad voor sociale hulp wordt in elke gemeente ten minste één plaatselijke adviescommissie voor de opschorting van de terbeschikkingstelling van gas en elektrisch vermogen ingesteld.

Ze is bevoegd voor elke opschorting van de terbeschikkingstelling van elektrisch vermogen en gas.

Voor elke opschorting is het gunstig advies van de commissie vereist.

**Art. 11.** De commissie bestaat uit zes leden, met name :

1° drie vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers, aangewezen door de raad voor sociale hulp overeenkomstig artikel 27, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° drie vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers, aangewezen door de stroomverdeler.

De raad voor sociale hulp wijst de voorzitter van de commissie aan onder zijn vertegenwoordigers.

Het secretariaat wordt waargenomen door een maatschappelijk assistent die aangewezen wordt door de raad voor sociale hulp.

**Art. 12.** Als de verdeler een opschortingsprocedure opstart, verwittigt hij de betrokken verbruiker bij ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs. De aangekondigde opschorting vindt plaats ten vroegste op de dertigste kalenderdag na de verzending van de brief.

Behalve tegengesteld bericht van de verbruiker stelt de stroom- of gasverdeler het secretariaat van de commissie in kennis van zijn beslissing binnen acht kalenderdagen na de verzending van de aangetekende brief aan de verbruiker.

De commissie spreekt zich uit binnen twintig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag.

De verbruiker die onder dergelijke procedure valt, wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst opgeroepen binnen drie dagen nadat de aanvraag bij de commissie is ingediend.

De verbruiker kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen.

Als binnen die termijn geen advies wordt gegeven, wordt de commissie geacht zich voor de opschorting uit te spreken.

**Art. 13.** Om zich uit te spreken, moet de commissie samengesteld zijn uit ten minste één derde van de leden van elke afvaardiging bedoeld in artikel 11, 1° en 2°.

De commissie spreekt zich uit als de meerderheid van haar leden aanwezig is. Staken de stemmen, dan is de stem van de voorzitter of van diens plaatsvervanger doorslaggevend.

De commissie beraadslaagt met gesloten deuren.

De notulen worden goedgekeurd aan het einde van de vergadering.

De beslissing van de commissie wordt binnen vijf werkdagen meegedeeld aan de verbruiker en de verdeler.

De Regering bepaalt de werkingsregels van de commissie.

**Art. 14.** § 1. Als de commissie zich voor de opschorting van de terbeschikkingstelling van elektrisch vermogen of gas uitsprekt, wordt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de verbruiker gericht.

De verbruiker kan de herziening van de beslissing schriftelijk aanvragen bij de commissie, na vereffening van de helft van zijn schuld jegens de verdeler.

§ 2. Als de commissie zich tegen de opschorting uitspreekt, legt ze de verbruiker een betalingsplan voor, en stelt ze hem voor desnoods een vermogenbegrenzer of een budgetmeter te plaatsen.

Als de verbruiker dat plan niet aanvaardt, is de opschorting uitvoerbaar.

Als de verbruiker het betalingsplan niet acht neemt terwijl hij het aanvaard heeft, wordt hij bij ter post aangetekend schrijven aangemaand door de stroom- of gasverdelers. De opschorting wordt doorgevoerd op de vijftiende dag na de datum waarop de aangetekende brief is verzonden, behalve als de in gebreke gebleven verbruiker zijn verplichtingen intussen is nagekomen.

**Art. 15.** § 1. Tussen 15 december en 15 februari wordt de terbeschikkingstelling van elektrisch vermogen en gas niet opgeschort in woningen die als hoofdverblijfplaats worden gebruikt.

De Regering kan die termijn wijzigen al naar gelang de weersomstandigheden.

§ 2. Het stroom- en gasverbruik tijdens de periode waarin de opschorting verboden is, blijft ten laste van de verbruiker.

De verbruiker die een specifieke begeleiding geniet, blijft deze genieten tijdens bovenbedoelde periode.

#### HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

**Art. 16.** Als de terbeschikkingstelling van gas of elektrisch vermogen opgeschort wordt in strijd met de voorschriften van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, moet de stroom- of gasverdelers de verbruiker een dagelijkse forfaitaire vergoeding betalen tot de energietoevoer hersteld is.

Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde vergoeding is vastgesteld op 5 000 BEF.

De Regering kan dat bedrag om de vijf jaar herzien, al naar gelang de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De verbruiker mag eisen dat de verdeler bovenop de in het eerste lid bedoelde forfaitaire vergoeding een vergoeding betaalt voor de werkelijk geleden schade.

**Art. 17.** Alle voorschriften die thans opgenomen zijn in de reglementen voor de aansluiting, de toevoer en de opnemings van laagspanningsstroom of van distributiegas, of in de reglementen betreffende de maatschappelijke maatregelen voor geabonneerden bij een verdeler van stroom of gas voor huishoudelijk gebruik, die een verdeler neemt in strijd met de bepalingen van dit decreet, worden geacht niet geschreven te zijn.

**Art. 18.** De Regering beslist welke bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan opgenomen moeten worden in de algemene voorwaarden voor de toevoer van laagspanningsstroom, alsmede op elke factuur.

De Regering beslist welke bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan opgenomen moeten worden in de algemene voorwaarden voor gastoevoer, alsmede op elke factuur.

**Art. 19.** Het decreet van 4 juli 1985 betreffende de levering van een minimum aan stroomtoevoer voor huishoudelijk gebruik en het decreet van 21 februari 1991 houdende oprichting van lokale adviescommissies inzake gas- en elektriciteitsafsluiting worden opgeheven.

**Art. 20.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 september 1985 houdende bepaling van de categorieën van rechthebbenden op een minimum aan elektriciteit voor huishoudelijk gebruik wordt opgeheven.

**Art. 21.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel,  
K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustings- en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

*Stukken van de Raad.* — 396 (1997-1998) nrs. 1 tot 19.

*Integraal verslag.* — Openbare zitting van 24 februari 1999. Bespreking. Stemming.